

## **PLAIDOYER POUR UNE ÉCONOMIE SOUVERAINE, LIBRE ET OUVERTE – AUSSI AVEC LA RUSSIE**

par Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud

**L'importance pour la Suisse de son marché d'exportation n'est plus à prouver. Bien que peu de services – secteur où la Suisse excelle – soient exportés, un franc sur deux est gagné par notre industrie à l'étranger. La Suisse privilégie naturellement ses voisins européens, l'UE, et les Etats-Unis qui sont ses deux principaux clients. Depuis 2013, la Suisse a signé un accord de libre-échange avec la Chine mais nos relations piétinent avec la Russie, pays avec lequel la Suisse entretient historiquement un rapport privilégié. Les difficultés de nos relations commerciales avec notre (très) grand voisin continental sont à chercher du côté de Bruxelles et, surtout, de Washington.**

Depuis le 9 février 2014, tous les acteurs économiques et leurs relais politiques redoublent d'efforts et scandent les mérites d'une Suisse ouverte et rappellent combien notre prospérité est dépendante des marchés étrangers. En fait, cette ouverture économique se limite plus ou moins volontairement aux pays de l'UE et aux Etats-Unis alors que notre pays n'a finalement aucun intérêt particulier à être dépendant de super puissances. En tant que petit Etat indépendant, la Suisse bénéficie au contraire d'une extraordinaire souplesse pour tisser un vaste réseau mondial, bien au-delà des frontières européennes.

En 2013, sous la présidence d'Ueli Maurer, la Suisse a signé un accord de libre-échange économique avec la Chine et demeure à ce jour le seul pays européen à avoir pu le faire. Cet accord n'a été possible que parce que la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne. En effet, la politique étrangère – notamment commerciale – étant commune à l'Union, il ne saurait être toléré qu'un Etat membre de l'UE soit signataire d'un accord de libre-échange avec une superpuissance au détriment des autres Etats membres. Aussi surprenant que cela puisse paraître pour certains animateurs de la vie politique suisse, l'ouverture vis-à-vis de l'UE a pour corollaire l'isolement avec le reste du monde. Quand on se rappelle que la population européenne ne représente que 7% de la population mondiale, ça fait réfléchir...

Dans les faits, les Etats UE travaillent dans un circuit commercial fermé et privilégie systématiquement les Etats-Unis dans leurs échanges économiques. La Suisse s'est alignée sur cette politique, tant et si bien que quand des mesures de rétorsions économiques sont prises contre des Etats tiers, tels que la Russie, la Suisse est sommée de s'aligner indépendamment de ses intérêts et de sa neutralité. C'est ce qu'elle a fait en 2014 quand Washington et Bruxelles ont érigé un embargo contre Moscou suite à l'annexion de la Crimée par la Russie.

Pourtant, avant cet embargo, l'Association européenne de libre-échange (AELE), dont la Suisse est membre, et la Fédération de Russie avaient ouvert un nouveau round de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre la Russie et les Etats de l'AELE. La Suisse a donc subitement été contrainte de rompre ses relations commerciales avec la Russie au mépris de ses propres intérêts sur place. A qui profite ce crime ? Faut-il chercher le coupable du côté de Washington ?

Probablement oui. Les Etats-Unis semblent considérer depuis l'instauration du Plan Marshall que l'Europe est une zone exclusive d'influence économique américaine et l'actuelle construction politique européenne sert bien les intérêts américains en tentant

récioproquement de favoriser l'accès aux marchés de tous ses Etats membres et en excluant à ses derniers la possibilité d'envisager des accords commerciaux avec d'autres puissances. L'Ukraine en sait quelque chose, elle qui a été contrainte de choisir entre l'UE et la Russie alors qu'elle avait le droit d'envisager l'indépendance et de collaborer aussi bien avec Bruxelles que Moscou...

Etre ouvert au monde ne doit pas signifier s'isoler du monde en devenant membre de l'Union européenne. Une Suisse économiquement ouverte est une Suisse politiquement souveraine. Notre pays doit être encouragé à étendre son réseau commercial en Europe et au-delà, comme avec la Chine. Les marchés émergents ne se trouvent plus en Europe ou en Amérique du Nord, mais en Asie principalement. La Chine, mais aussi la Russie, voisin incontournable qui après deux décennies d'isolement politique redevient un acteur géostratégique de premier ordre et un partenaire économique au moins aussi important que les Etats-Unis et l'Union européenne.